



Agenda Urbain Européen

Partenariat 3 - Inclusion des Migrants et des Réfugiés

Position Politique du CAE

Date: 27/02/2018 - Ref: 32/18/PO

CONTEXTE

Les objectifs du Partenariat sont de gérer l'intégration des migrants et des réfugiés (extra-UE) et de proposer un cadre pour leur inclusion. Cela couvre le logement, l'intégration, la fourniture de services publics, l'inclusion sociale, l'éducation et des mesures relatives au marché du travail.

Le Partenariat se concentre sur cinq thèmes : le logement, le développement communautaire et l'accueil, l'éducation, le travail et le thème transversal des groupes vulnérables. L'identification des points de blocage et des potentialités a conduit à un Plan d'Action portant sur a) les réglementations de l'UE affectant l'inclusion des migrants et des réfugiés, b) une meilleure utilisation et allocation des fonds européens et c) une meilleure utilisation des données / recherches.

Le [Plan d'Action](#) comprend 6 actions qui se rapportent indirectement au thème du logement, en lien avec les autres thèmes identifiés (accueil, travail et éducation). Il n'y a pas d'action spécifique portant sur le logement ou l'accès au logement¹. La dimension spatiale et la question de l'aménagement urbain sont abordées dans le cadre de l'action 8 « Améliorer les politiques de déségrégation dans les villes européennes ».

Le Partenariat regroupe les zones urbaines d'Amsterdam (NL, coordinateur), Athènes (GR), le conseil municipal de Barcelone (ES), Berlin (DE), et Helsinki (FI). Les Etats membres représentés sont le Danemark, la Grèce, l'Italie et le Portugal. Les autres participants sont la Commission européenne (DG HOME - coordinateur, DG REGIO, DG EMPL), le CCRE, la Banque européenne d'investissement (BEI), EUROCITIES, le Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE), le Migration Policy Group et URBACT.

POINTS CLES

Un logement durable et de bonne qualité pour les réfugiés et les migrants dans les villes européennes est un élément essentiel du processus d'inclusion et doit aller de pair avec des mesures d'intégration sociale, éducative et professionnelle.

Le CAE souligne l'importance de la qualité architecturale et spatiale et d'une perspective de planification intégrée pour le logement des migrants et des réfugiés dans les villes européennes.

Les logements pour les réfugiés et migrants, temporaires ou permanents, devraient être fabriqués avec des matériaux de bonne qualité.

Les architectes peuvent jouer un rôle important dans l'identification et la transformation des espaces pouvant être utilisés pour abriter temporairement les migrants et les réfugiés dans les villes européennes.

¹ (...) d'autres questions transversales mentionnées dans le Pacte d'Amsterdam (comme le développement territorial équilibré, la régénération urbaine) ont été moins importantes dans les travaux préparatoires du Partenariat et de la cartographie des points de blocage. En tant que tels, ils ne seront probablement pas des considérations importantes dans la mise en œuvre des actions futures.



La qualité de l'espace public et des équipements sociaux devrait être prise en compte - ils devraient être conçus avec les communautés locales.

POSITION POLITIQUE

Questions et défis

Action 8 "Améliorer les politiques de déségrégation dans les villes européennes"

- La ségrégation est un concept qui décrit la séparation spatiale, sociale et physique entre les groupes et les individus.
- La ségrégation scolaire signifie que le corps étudiant d'une école - et parfois aussi le corps enseignant - est principalement composé d'un groupe ethnique migrant ou de migrants de différentes ethnies. Cette ségrégation scolaire est principalement le résultat de la concentration et de la ségrégation des migrants dans des logements.

Action proposée:

- Des orientations méthodologiques sur la ségrégation éducative dans le cadre des politiques locales de développement urbain, en particulier les stratégies de développement urbain durable, répondant aux défis locaux et nationaux.
- Une action pilote dans deux villes pour tester les politiques de déségrégation pouvant conduire à des changements juridiques locaux.

Mise en œuvre:

- Membres du Partenariat : leader : DG REGIO, Membres: Berlin, DG EMPL, MPG, DG EAC, DG REGIO, ECRE.
- Document méthodologique sur la ségrégation éducative dans le cadre des politiques locales de développement urbain, en particulier les stratégies de développement urbain durable, répondant aux défis locaux et nationaux
- Action pilote dans deux villes (d'autres villes peuvent être envisagées) pour tester les politiques de déségrégation susceptibles de conduire à des changements juridiques locaux pertinents

Recommandations du CAE

Un logement durable et de bonne qualité pour les réfugiés et les migrants dans les villes européennes est un élément essentiel pour leur inclusion et doit aller de pair avec des mesures d'intégration sociale, éducative et professionnelle.

Le CAE souligne l'importance de la qualité architecturale et spatiale et la perspective d'une planification intégrée.

- Les architectes peuvent jouer un rôle important dans le processus d'identification et de transformation des espaces pouvant abriter temporairement les migrants et les réfugiés.
- La qualité de l'espace public et des équipements sociaux devrait être prise en compte - ils devraient être conçus avec les communautés locales.
- Des solutions d'hébergement mixte pour les migrants devraient être explorées.
- Une approche participative impliquant les migrants dans la planification et le



fonctionnement d'un projet de logement contribue à la qualité du lieu.

- Le CAE plaide pour des logements temporaires de qualité pour les migrants (des matériaux de construction de mauvaise qualité sont trop souvent utilisés).
- Il est important d'appliquer une approche de planification intégrée pour lutter contre la ségrégation urbaine.
- Les zones accueillant des migrants et des réfugiés devraient être bien connectées aux quartiers environnants et aux autres zones urbaines.

ANNEXES

- [Scoping Paper “Meeting housing needs and ensuring successful integration of refugees”, Housing Europe](#)



Agenda Urbain Européen

Partenariat 5 - Pauvreté Urbaine

Position Politique du CAE

Date: 27/02/2018 - Ref: 33/18/PO

CONTEXTE

Les objectifs du Partenariat sont de contribuer à la réduction de la pauvreté et d'améliorer l'inclusion des personnes vivant dans la pauvreté ou exposées au risque de pauvreté, en particulier dans les quartiers défavorisés. La pauvreté urbaine nécessite des solutions qui doivent être conçues et appliquées à des approches intégrées:

- Solutions basées sur le lieu : régénération urbaine des quartiers défavorisés
- Solutions basées sur les personnes : intégration socio-économique de groupes de population spécifiques (accent mis sur les enfants).

Le [Plan d'Action](#) est composé de 12 actions, articulées en cinq groupes : 1) Actions intégrées, transversales à toutes les priorités du Partenariat ; 2) Actions visant à lutter contre la pauvreté des enfants ; 3) Actions pour la régénération des zones urbaines et quartiers défavorisés ; 4) Actions pour qu'il n'y ait plus de personnes sans abris ; et 5) Actions pour l'inclusion des Roms. En outre, le Partenariat aborde des questions transversales et les liens avec le Nouvel Agenda Urbain, les Objectifs de Développement Durable et les autres Partenariats.

Les partenariats regroupent les zones urbaines de Birmingham (Royaume-Uni), Daugavpils (LV), Keratsini-Drapetsona (EL), Courtrai (BE), Lille (FR), Łódź (PL), Timișoara (RO) et les régions de Bruxelles-Capitale Région (BE) et Île-de-France (FR). Les Etats membres impliqués sont la Belgique (Coordinateur), la France (Coordinateur), l'Allemagne, la Grèce et l'Espagne. Les autres organisations participantes sont la Commission européenne (DG EMPL, DG REGIO), Eurochild, EUROCITIES, le Réseau européen anti-pauvreté (EAPN), la Fédération européenne des organisations nationales travaillant avec les sans-abri (FEANTSA), UN Habitat et URBACT.

POINTS CLES

La conception d'un projet urbain durable et la régénération des zones urbaines défavorisées nécessitent une approche globale et intégrée prenant en compte les aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et culturels.

Le CAE recommande de:

- mettre les personnes au centre du développement urbain,
- promouvoir le modèle de ville compacte pour encourager la densité et l'intensité urbaine,
- favoriser la mixité sociale et fonctionnelle,
- établir des mécanismes de gouvernance partagés par tous.



POSITION POLITIQUE

Questions et défis

Action 6 - Politique de Cohésion après 2020 : mise en place d'un nouvel objectif territorial urbain

La période de programmation actuelle de la politique de cohésion repose sur des instruments de financement et de politique qui ne sont pas entièrement adaptés au défi complexe et spécifique de la lutte contre la pauvreté urbaine. Pour cette raison, cette action propose de mettre en place un nouvel Objectif Territorial Urbain dans la Politique de Cohésion 2020, spécifiquement conçu et orienté pour faire face aux problèmes des zones urbaines défavorisées et des groupes sociaux les plus vulnérables.

Responsable: Commission européenne, DG Politique Régionale et Urbaine, en charge de la conception de la politique de cohésion, DG Emploi, affaires sociales et inclusion (échéance 2019)

Mise en œuvre

Le nouvel Objectif Territorial Urbain devrait être proposé par l'UE comme un objectif spécifique dans le prochain « Cadre Stratégique Commun » et être inclus dans le prochain paquet réglementaire des Fonds Structurels (au moins dans les fonds en matière de capital humain et les fonds d'investissement physique - actuellement FSE et FEDER, si nécessaire, FEADER). Il devrait être soutenu en particulier par la Direction Générale en charge de la politique régionale et urbaine et la Direction Générale en charge de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion. Les autorités urbaines doivent être intégrées dans un processus commun d'analyse et de diagnostic de la pauvreté urbaine, avec le soutien des autorités régionales et nationales compétentes. Les demandes et les besoins des autorités urbaines doivent être pris en compte dans la définition de l'Objectif Territorial Urbain.

Le nouvel Objectif Territorial Urbain et le Pacte Local (action 7) seront testés dans le cadre d'une action pilote URBACT. Cette action devrait être développée et mise en œuvre en coordination avec les actions 1 et 7.

Action 7 - Politique de Cohésion après 2020: Pacte Local pour la régénération des zones urbaines et quartiers défavorisés

Cette action propose un Pacte Local en tant qu'instrument multi-fonds visant à assigner aux autorités urbaines un rôle prépondérant dans la conception de leurs stratégies de régénération urbaine des zones et quartiers défavorisés dans la politique de cohésion après 2020. Sur la base d'une approche multi-niveaux, il repose sur une vision mixte basée sur les lieux et les personnes, lui permettant la flexibilité nécessaire pour aborder les différentes dimensions de la pauvreté urbaine à travers des stratégies intégrées.

La convergence et les conséquences socio-spatiales de l'appauvrissement concentrent la pauvreté dans les quartiers défavorisés. Pour relever ce défi, il est nécessaire de s'attaquer à la pauvreté urbaine en adoptant une approche territoriale qui prend également en compte tous les habitants et leurs besoins (approche basée sur les personnes). La lutte contre la pauvreté urbaine devrait être formalisée sur la base d'interventions urbaines intégrées dans le cadre d'une politique européenne de réduction de la pauvreté urbaine qui adopte une approche ciblée et intégrée à l'égard des quartiers les plus défavorisés. Cependant, dans le cadre de la politique de cohésion actuelle (2020), les autorités urbaines sont confrontées à un certain nombre d'obstacles dans l'élaboration d'approches pertinentes pour lutter contre la pauvreté urbaine. Le Pacte Local permettra des interventions intégrées de régénération urbaine, y compris sur les quatre aspects suivants, pour lutter contre la pauvreté urbaine :



- Régénération urbaine / milieu de vie. Ces stratégies viseront à intégrer les quartiers défavorisés dans la dynamique de leur agglomération urbaine en renforçant leur attractivité résidentielle, la qualité des services, la qualité du niveau de vie et la mixité sociale. Les aspects importants de cette dimension comprennent le cadre de vie, l'espace public, le logement, le transport, l'équipement, les installations, les services et le développement économique.
- Cohésion sociale. Cette dimension se concentre sur les groupes sociaux vulnérables (demandeurs d'emploi, en particulier les jeunes, familles monoparentales, migrants, personnes âgées, etc.), la lutte contre la pauvreté infantile et l'intégration des communautés sans-abri et marginalisées. Cela comprend l'éducation, l'emploi, la santé, l'intégration et l'accès aux emplois et aux compétences.
- Développement économique inclusif. Cette dimension met l'accent sur les actions favorisant le potentiel économique des zones urbaines défavorisées. Elle visera à favoriser la création d'activités économiques et la création d'entreprises dans les zones urbaines défavorisées, à améliorer l'intégration par les dynamiques locales et internes et à soutenir la transition vers des activités économiques formelles.
- Environnement / énergie. Cette dimension abordera des défis tels que l'efficacité énergétique dans les programmes de logement et de régénération urbaine, la lutte contre le changement climatique, l'adaptation au changement climatique et la résilience urbaine.

Responsable: Commission européenne, DG REGIO chargée de la conception de la politique de cohésion et DG EMPL.

Mise en œuvre

Le Pacte Local sera conçu comme un cadre de gouvernance multi-niveaux financé par l'UE pour la régénération des zones urbaines défavorisées, comprenant les autorités nationales, régionales et locales, les acteurs locaux, le secteur privé, les ONG, les citoyens (en particulier les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale) et la société civile, tous engagés dans un pacte sur plusieurs années. Dans son fonctionnement, un tel instrument devrait permettre la mise en œuvre d'une approche multi-fonds de régénération urbaine, rendant possible la concentration des ressources et l'intensité de l'action entreprise. Il sera orienté pour garantir une action dans les quatre dimensions mentionnées ci-dessus, favorisant des investissements ciblés au niveau européen pour améliorer le cadre de vie et la vie quotidienne de tous les citoyens des zones urbaines défavorisées, y compris les communautés marginalisées (Roms, sans-abri) avec un accent particulier sur la pauvreté des enfants.

Le Pacte Local sera l'instrument approprié pour réaliser l'Objectif Urbain Territorial sur le terrain. Le Pacte Local sera géré par les autorités locales, financé si nécessaire par la Subvention Globale (voir Action 1), basé sur des règles simples et axé sur les résultats, afin de mettre en œuvre des interventions ciblées dans les zones urbaines défavorisées pour réduire les écarts socio-économiques à l'échelle de la ville (Projet pilote via URBACT).

Recommandations du CAE

La conception d'un projet urbain durable et la régénération des zones urbaines défavorisées nécessitent une approche globale et intégrée prenant en compte les aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et culturels. C'est pourquoi il est nécessaire de:

- 1. Placer l'être humain au cœur du développement urbain :** La ville durable est avant tout aimable et solidaire; sa première finalité est de créer du vivre ensemble et de favoriser



l'inclusion sociale pour les générations présentes et futures. La ville durable n'est pas celle de l'entre soi et de l'enfermement, mais une ville passante, où les espaces publics sont restitués à l'ensemble des citoyens.

2. Promouvoir le modèle de la ville compacte pour encourager la densité et l'intensité urbaine: Affronter les défis du changement climatique impose de repenser le modèle dominant basé sur l'étalement urbain. L'étalement urbain, en plus d'augmenter les coûts pour la collectivité, grignote les espaces naturels au détriment de la biodiversité. Ce schéma est incompatible avec le développement d'une ville à bas carbone. La ville désirable de demain alliera de manière équilibrée densité et intensité par une imbrication fine entre espaces résidentiels, bâtiments tertiaires et équipements publics. Une offre de transports collectifs adaptée aux besoins de tous les citoyens est également au cœur de la problématique de la ville durable. L'accessibilité et la mobilité en sont des axes structurants. En outre, le développement urbain doit compter davantage sur les infrastructures vertes et bleues ainsi que sur des solutions basées sur la nature pour répondre notamment aux vagues de chaleur, aux épisodes de sécheresse, aux inondations, aux pics de pollution, etc.

3. Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle: La répartition harmonieuse de logements, de bureaux, de commerces et d'équipements collectifs est un axe fort de la ville durable. La séparation des fonctions urbaines sous formes de zoning doit être écartée au profit d'une approche intégrée de la ville où les fonctions sont mixées. La mixité fonctionnelle basée sur des circuits de production courts, minimisant l'étalement urbain, l'utilisation et l'imperméabilisation des sols, est la clé d'une meilleure optimisation des ressources et des flux. Bien habiter, c'est habiter près des emplois, des services et des transports en commun.

4. Encourager la régénération urbaine: Les politiques urbaines doivent en premier lieu viser la recomposition de la ville existante réalisée à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic préalable. Sur la base d'un plan stratégique ou d'une loi sur l'architecture, il serait judicieux de disposer d'un cadre pour une réutilisation durable protégeant le territoire et faisant un meilleur usage de ses ressources, en investissant dans des espaces publics de qualité et revalorisant le patrimoine qui est notre richesse et notre mémoire commune. La ville bas-carbone est avant tout une ville réversible. La création de villes nouvelles, d'éco-quartiers créés ex nihilo ne doivent pas être la norme mais l'exception.

5. Mettre en place des mécanismes de gouvernance partagés par tous : Un urbanisme durable est un urbanisme concerté associant tous les acteurs de la ville et les citoyens. L'instauration d'un corpus législatif et réglementaire, le respect des décisions de politiques publiques, la création d'instances de concertation associant toutes les parties prenantes constituent ainsi des facteurs déterminants pour la réussite du projet urbain.

ANNEXES

- [Tallin Declaration on the responsibility of the architectural profession in tackling local and global challenges of our time, April 2015](#)
- [Manifesto for Responsible Architecture, 2015](#)



Agenda Urbain Européen

Partenariat 7 - Transition Numérique

Position Politique du CAE

Date: 27/02/2018 - Ref: 34/18/PO

CONTEXTE

L'objectif du Plan d'Action sur la Transition Numérique est de fournir de meilleurs services publics aux citoyens, d'aider les villes européennes à exploiter les bénéfices de la digitalisation et d'aider les entreprises européennes à innover et à créer de nouvelles opportunités commerciales à l'international.

Le Partenariat met l'accent sur la création de solutions européennes sur le marché mondial du numérique. Dans ce contexte, les villes ont un rôle central à jouer car elles fournissent des services aux citoyens et créent des conditions favorables aux entreprises. Le Partenariat propose des initiatives sur des sujets où la numérisation peut avoir un impact important sur la transformation de la gouvernance urbaine, la qualité de vie des citoyens et les opportunités commerciales et de croissance pour les entreprises.

POSITION POLITIQUE

Questions et défis

- Peu de politique en place portant sur l'interface entre utilisateur et la ville intelligente,
- Fragmentation des connaissances et des outils numériques - besoin de formats standardisés,
- Problème d'accès aux données pour la recherche et la planification,
- Les technologies émergentes comme la Réalité Virtuelle et la Réalité Augmentée offrent d'énormes possibilités aux architectes et aux urbanistes et devraient être adoptées dès que possible,
- L'initiative sur le Passeport du Bâtiment n'est pas prise en compte alors qu'elle pourrait être très bénéfique et complémentaire des efforts en matière de planification de l'utilisation des territoires et comme source de données.

Recommandations du CAE

▪ TRANSPARENCE, DONNEES ET ACCES AUX CONNAISSANCES (ACTION 6)

Du fait des nombreux Partenariats et programmes européens, la fragmentation des connaissances et des réseaux est forte. Une bonne initiative consisterait à développer le site Internet Futurium (<https://ec.europa.eu/futurium/en/urban-agenda>) et à réunir tous les sites Internet des membres des Partenariats afin de faciliter l'accès à toutes les recherches en cours, ainsi qu'à toutes les études de cas de chaque Partenariat. Cela permettrait d'augmenter la vitesse de recherche, donc la pénétration et l'échange des connaissances, susciterait plus de débats entre professionnels et le grand public au sein de la Plateforme Futurium.

Les données collectées, dans un cadre commun d'échange de données, devraient être mises à disposition du public, des centres de recherche et des organismes gouvernementaux. Cela pourrait aider à la planification urbaine grâce à de meilleures mesures et évaluations des



résultats, pour créer des cycles vertueux d'améliorations.

Rendre disponible les données / Réduire l'écart de Performance – Le CAE plaide pour l'harmonisation des indicateurs de mesure entre les Etats Membres ainsi qu'entre les performances calculées et celles réellement atteintes et pour la mise en place de dispositions permettant la divulgation de ces informations afin d'assurer l'amélioration rapide et continue des mesures et technologies en matière d'efficacité énergétique.

La législation actuelle ne rend pas obligatoire de déclarer la performance réelle d'un bâtiment en exploitation, ou de valider la qualité spatiale et environnementale intérieure. Ceci a eu de nombreuses conséquences imprévues, notamment un écart important entre l'efficacité énergétique attendue et l'efficacité réelle des bâtiments. Ceci doit être pris en considération lors de la révision des législations européennes.

Le CAE plaide pour la création par les Etats Membres de systèmes d'information et d'analyse comparative transparents et harmonisés sur la consommation énergétique et la performance des bâtiments ; pour rendre obligatoire en Europe la divulgation de la performance réelle des bâtiments, en exploitation, dans tous les secteurs ; pour mettre en place des systèmes de mesure et de vérification de la performance énergétique des bâtiments en exploitation.

▪ **PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRITOIRES (ACTION 6)**

Les données générales relatives à la planification de l'utilisation des territoires devraient être intégrées dans un seul système, en lien avec le passeport numérique du bâtiment.

De cette façon, la planification urbaine pourrait être rationalisée grâce à un accès à une grande quantité de données. Il serait bien sûr préférable de l'intégrer à un Système d'information géographique numérique, nouveau ou existant, afin de rationaliser davantage le processus de planification et, en fin de compte, permettre un échange de données dans un format commun au sein de l'UE.

La combinaison des données relatives à la planification de l'utilisation des territoires et des données du Passeport Bâtiment sur la fonction, les occupants, les propriétaires, la superficie, le volume, la hauteur, le modèle 3D, etc., pourrait aider à construire une analyse de données en direct qui serait utile aux urbanistes et au grand public (par exemple une carte de l'existant et de ce qui est planifié, disponible physiquement, sur Internet et en réalité virtuelle).

▪ **VILLES INTELLIGENTES ET MISE EN ŒUVRE DE LA DIGITALISATION (ACTIONS 3, 4+13)**

La technologie évolue à un rythme plus rapide que nous ne pouvons le réglementer. C'est pourquoi nous avons besoin d'une législation appropriée, mais générale, pour garantir la démocratie numérique. Nous avons également besoin d'une mise en œuvre rapide des fonctions de base, faute de quoi il faudra attendre longtemps avant que la technologie ne fasse un nouveau bond en avant - nous n'atteindrions pas la masse critique d'utilisateurs permettant au système de s'enraciner.

Pour simplifier les choses, de nombreux efforts en matière de numérisation se résument à la relation entre l'INDIVIDUEL et la VILLE (intelligente).

Le développement progressif d'une application axée sur la relation usager-ville, avec des avantages directs et clairs pour l'utilisateur (fournissant rapidement toutes les informations et services liés à la ville), qui permettrait un accès transparent à des connaissances sur la ville,



serait un bonne façon de commencer.

Des services pratiques (par exemple des cartes Google) pourraient faciliter l'utilisation de l'application. En plus de cela, des services publics pourraient être ajoutés, comme l'accès aux tickets de transports publics, aux informations sur la ville, au trafic, aux actualités locales, aux informations touristiques, aux événements, aux services d'urgence, etc. Au fil du temps, des modules plus complexes pourraient être ajoutés, comme un suivi des comportements et un système de récompenses des comportements respectueux de l'environnement. Enfin, une interface e-gouvernement pourrait être ajoutée, afin de proposer divers services civils et permettre de voter.

L'application pourrait fournir des données anonymisées, afin que la ville puisse s'organiser plus efficacement et avoir une relation plus étroite que jamais avec les habitants.

Les données seraient entre les mains des instances dirigeantes locales, qui ont un intérêt et la capacité à assurer une bonne utilisation des données et leur anonymat.

Bien sûr, il serait utile que ces informations soient visualisées en dehors de l'application dans des centres d'expérimentation, ouverts au public dans toute la ville. L'un des meilleurs moyens de le faire est d'utiliser les technologies émergentes de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée afin de présenter de manière convaincante les changements à venir dans l'architecture et la structure de la ville.

▪ TECHNOLOGIES EMERGENTES (ACTIONS 11+12)

Les technologies émergentes ont le pouvoir de changer radicalement la vie. Ce n'est qu'en encourageant la transparence et la haute exposition des nouvelles technologies que nous pouvons sauvegarder l'intérêt public. Nous devons réfléchir en termes généraux sur la façon dont nous pouvons protéger l'individu dans la ville pour permettre une utilisation transparente et équitable de la ville intelligente du futur.

En premier lieu, des projets pilotes et centres d'expérimentation doivent faire partie de l'espace public et doivent être accessibles depuis l'espace numérique. Une plate-forme commune de connaissances et une carte des centres d'expérimentation seraient utiles. Faute de quoi, la fragmentation de l'accès aux connaissances et la sensibilisation ralentiront ou bloqueront la transition du public vers les nouvelles technologies. Avec la transition vers les voitures électriques puis les voitures autonomes, l'ensemble de l'infrastructure sera redéfini. De même, du fait de l'arrivée inévitable de la réalité augmentée qui fournira de multiples informations sur notre perception de la ville, le public doit être confronté dès que possible à cette technologie. Le débat doit avoir lieu avant que ces produits ne soient adoptés massivement, sans quoi le secteur privé fixera les règles.

Les nouvelles technologies ne devront pas ignorer le potentiel de la ville en terme de "toile". Dans le cas l'intelligence artificielle, ainsi que la réalité virtuelle et la réalité augmentée, nous devrions considérer nos villes et notre architecture comme des supports d'informations et émetteurs passifs de signaux à ces technologies émergentes.

Dans cette optique, on peut envisager d'utiliser certains la réflectivité (visible et infrarouge) ou les couleurs de certains matériaux comme des sources d'instructions pour ces systèmes, tant dans le plan horizontal (rue) que vertical (façades). Créer es séparations visuelles claires, des aplats de couleur ou des lignes définies faciliterait la Cartographie et localisation simultanées (SLAM) par ces systèmes.

La révolution technologique viendra sans aucun doute du marché et sera animée par des



intérêts privés. Les villes doivent faire à l'avance des propositions aux entreprises technologiques, de manière à conserver la propriété et le contrôle, faute de quoi elles seront complètement exclues de l'équation.

Nous devrions établir de manière préventive des principes réglementaires généraux pour se prémunir, ainsi que préparer l'infrastructure (énergie, 5G) et le tissu de la ville (matériaux, petits éléments architecturaux, codes dans les matériaux des façades, éléments lisibles par les appareils) pour permettre l'émergence de ces technologies dans de bonnes conditions. La ville devrait fournir les règles de base, tandis que le marché devrait adapter la solution, et non l'inverse.



Agenda Urbain Européen

Partenariat 10 - Adaptation au changement climatique

Position politique du CAE

Date: 27/02/18 - Ref: 35/18/PO

CONTEXTE

L'objectif principal du Partenariat sur l'Adaptation au Climat est de trouver le meilleur moyen de traduire les besoins des villes en actions concrètes. Grâce à des propositions dans les domaines de l'amélioration de la réglementation, du financement et de l'échange des connaissances, le Partenariat souhaite atteindre un niveau de conscience commun sur le changement climatique et développer progressivement les capacités des villes à répondre aux impacts de ces changements. Le Partenariat définira un plan d'action dans lequel chaque action choisie dans les zones urbaines sera évaluée à la lumière du cycle des politiques d'adaptation. Le cycle comprend quatre phases : Évaluation du risque et de la vulnérabilité au changement climatique ; Sélection et planification des actions d'adaptation ; Mise en œuvre des actions d'adaptation ; Contrôle et évaluation.

Le Partenariat regroupe des autorités urbaines (la province de Barcelone (ES), les villes de Glasgow (R-U), Trondheim (NO), Potenza (IT), Loulé (PT), Sfântu Gheorghe (RO)), des États membres (France, Pologne, Hongrie, Bulgarie), des observateurs et associations (CCRE, EUROCITIES, URBACT, BEI) et la Commission européenne (DG REGIO, CLIMA, ENV, RTD, ECHO).

POINTS CLES

Les architectes sont porteurs de propositions d'aménagement urbain permettant l'installation de populations dans des conditions dignes de sécurité, de santé, de solidarité et d'humanité. Ils sont des acteurs clés pour concevoir des environnements bâtis à faible émission de carbone, économes en énergie, résilients, sains et inclusifs, contribuant à atténuer le changement climatique et à adapter nos villes et nos bâtiments à ses effets.

Planifier et construire des villes résilientes aux changements climatiques nécessite de :

1. placer l'être humain au cœur des projets de développement urbain,
2. promouvoir le modèle de la ville compacte pour encourager la densité et intensité urbaine,
3. favoriser la mixité sociale et fonctionnelle,
4. favoriser la régénération urbaine,
5. mettre en place des mécanismes de gouvernance partagés par tous.

De meilleurs environnements urbains commencent par de meilleures rues et de meilleures rues commencent par de meilleures maisons. À son échelle, le bâtiment est un élément clé pour réduire les émissions de carbone dans les villes. Cela nécessite de :

6. favoriser les propositions innovantes,



7. valoriser les études de conception,
8. privilégier l'utilisation de ressources et de solutions locales pour la construction,
9. construire des bâtiments correspondant aux besoins tout en imaginant leur reconversion,
10. réfléchir au cycle de vie des bâtiments et aux scénarios de déconstruction,
11. rénover le parc existant.

POSITION POLITIQUE

Questions et défis

Selon la Commission européenne, les bâtiments sont responsables de 40% de la consommation d'énergie et de 36% des émissions de CO₂ dans l'UE. Elle estime que 35% des bâtiments de l'UE ont plus de 50 ans et que 75% d'entre eux sont inefficaces sur le plan énergétique. En améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments, la Commission européenne estime que la consommation énergétique totale de l'UE pourrait être réduite de 5 à 6% et que les émissions de CO₂ pourraient être réduites d'environ 5%. De plus, il est maintenant largement reconnu que le secteur de la construction est un grand consommateur de ressources naturelles (eau, bois, sable, etc.).

Les bâtiments offrent donc un potentiel inexploité dans la lutte contre le changement climatique. D'une part, ils peuvent jouer un rôle majeur dans l'atténuation du changement climatique, et d'autre part, l'adaptation de l'environnement bâti aux effets du changement climatique est essentielle pour accroître la résilience de nos sociétés.

Recommandations du CAE

Les architectes, en particulier, ont un rôle clé à jouer pour répondre aux défis du changement climatique compte tenu de leur expertise unique pour planifier et concevoir des environnements bâtis plus sobres en carbone, économes en ressources, résilients et capables de s'adapter. Sans la formulation de nouvelles propositions urbaines et la conception de bâtiments plus économes en énergie et en ressources, les objectifs fixés par la communauté internationale resteront largement inatteignables. Au niveau mondial, la baisse des émissions de GES est étroitement liée à l'augmentation de l'efficacité énergétique des bâtiments et des villes ainsi qu'à une meilleure utilisation des ressources.

La conception d'un projet urbain durable nécessite une approche globale et intégrée prenant en compte les aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et culturels. La réduction de la consommation d'énergie ne doit pas être le seul objectif de la ville durable. C'est pourquoi il est nécessaire de :

1. Placer l'être humain au cœur du développement urbain : La ville durable est avant tout aimable et solidaire; sa première finalité est de créer du vivre ensemble et de favoriser l'inclusion sociale pour les générations présentes et futures. La ville durable n'est pas celle de l'entre soi et de l'enfermement, mais une ville passante, où les espaces publics sont restitués à l'ensemble des citoyens.

2. Promouvoir le modèle de la ville compacte pour encourager la densité et l'intensité urbaine: Affronter les défis du changement climatique impose de repenser le modèle dominant basé sur l'étalement urbain. L'étalement urbain, en plus d'augmenter les coûts pour la collectivité, grignote les espaces naturels au détriment de la biodiversité. Ce schéma est incompatible avec le développement d'une ville à bas carbone. La ville désirable de demain



alliera de manière équilibrée densité et intensité par une imbrication fine entre espaces résidentiels, bâtiments tertiaires et équipements publics. Une offre de transports collectifs adaptée aux besoins de tous les citoyens est également au cœur de la problématique de la ville durable. L'accessibilité et la mobilité en sont des axes structurants. En outre, le développement urbain doit compter davantage sur les infrastructures vertes et bleues ainsi que sur des solutions basées sur la nature pour répondre notamment aux vagues de chaleur, aux épisodes de sécheresse, aux inondations, aux pics de pollution, etc.

3. Favoriser la mixité sociale et fonctionnelle: La répartition harmonieuse de logements, de bureaux, de commerces et d'équipements collectifs est un axe fort de la ville durable. La séparation des fonctions urbaines sous formes de zoning doit être écartée au profit d'une approche intégrée de la ville où les fonctions sont mixées. La mixité fonctionnelle basée sur des circuits de production courts, minimisant l'étalement urbain, l'utilisation et l'imperméabilisation des sols, est la clé d'une meilleure optimisation des ressources et des flux. Bien habiter, c'est habiter près des emplois, des services et des transports en commun.

4. Encourager la régénération urbaine: Les politiques urbaines doivent en premier lieu viser la recomposition de la ville existante réalisée à partir d'un état des lieux et d'un diagnostic préalable. Sur la base d'un plan stratégique ou d'une loi sur l'architecture, il est serait judicieux de disposer d'un cadre pour une réutilisation durable protégeant le territoire et faisant un meilleur usage de ses ressources, en investissant dans des espaces publics de qualité et revalorisant le patrimoine qui est notre richesse et notre mémoire commune. La ville bas-carbone est avant tout une ville réversible. La création de villes nouvelles, d'éco-quartiers créés ex nihilo ne doivent pas être la norme mais l'exception.

5. Mettre en place des mécanismes de gouvernance partagés par tous : Un urbanisme durable est un urbanisme concerté associant tous les acteurs de la ville et les citoyens. L'instauration d'un corpus législatif et réglementaire, le respect des décisions de politiques publiques, la création d'instances de concertation associant toutes les parties prenantes constituent ainsi des facteurs déterminants pour la réussite du projet urbain.

De meilleurs environnements urbains commencent avec de meilleures rues, et de meilleures rues commencent avec de meilleurs bâtiments. Le bâtiment constitue à son échelle un levier essentiel d'intervention pour réduire les émissions de carbone des villes. Cela nécessite de :

6. Favoriser les propositions innovantes: La conception d'un projet autour d'une architecture partagée doit viser une utilisation plus rationnelle des ressources. Encourageons lors de la conception de bâtiments neufs ou de projets de rénovation la recherche de solutions innovantes privilégiant des espaces et des équipements mutualisés, et adaptables à des usages multiples.

7. Valoriser les études de conception: La consommation des bâtiments en énergie et en ressources dépend de la réalisation d'études approfondies dans les phases amont de conception du projet. La performance environnementale d'un bâtiment est étroitement liée aux solutions architecturales proposées dès la phase de l'esquisse. L'orientation du projet, sa compacité, la conception de volumes adaptés auront autant d'impact sur l'énergie consommée par le bâtiment que le niveau de performance thermique des matériaux utilisés. Le total des émissions carbone du bâtiment tout au long de sa durée de vie du bâtiment est intimement lié à la qualité des études de conception.

8. Privilégier l'utilisation de ressources locales pour la construction : La construction de bâtiments à partir de l'utilisation de ressources locales permettra de réduire sensiblement l'empreinte carbone du projet. L'utilisation de matériaux adaptés au contexte local et acheminés par des circuits courts d'approvisionnement est à la fois de nature à réduire les émissions de



GES et à favoriser l'appropriation du projet par les populations locales.

9. Construire des bâtiments correspondant aux besoins en imaginant leur reconversion :

Construire de manière durable exige de concevoir des bâtiments en adéquation avec les besoins du territoire et des usagers. Pour le secteur résidentiel, bien habiter, c'est habiter dans des logements durables, économes en énergie, mais aussi adaptés aux usages. Des propositions architecturales répondant aux besoins d'espaces intérieurs ainsi qu'aux évolutions futures des structures familiales augmenteront la durée de vie du bâtiment. L'obsolescence des bâtiments tertiaires et des équipements publics sera freinée en anticipant l'évolution des attentes des usagers d'aujourd'hui mais aussi de demain.

10. Réfléchir au cycle de vie des bâtiments et aux scénarios de déconstruction :

La construction durable implique de considérer les bâtiments tout au long de leur cycle de vie. Elle nécessite de prêter attention au recyclage et à la réutilisation des matériaux de construction. Une conception responsable implique également de considérer les déchets de construction et des scénarios pour la déconstruction des bâtiments.

11. Rénover le parc existant : La rénovation à grande échelle du parc immobilier existant constitue une condition importante pour atteindre les objectifs globaux de réduction d'émissions de GES. C'est pourquoi, la rénovation massive du parc immobilier existant doit être inscrite au cœur des politiques publiques.

12. Favoriser les solutions simples orientées vers le low-tech: La conception de bâtiments intelligents ne peut être considérée comme une réponse universelle pour diminuer l'empreinte carbone et environnementale du cadre bâti. Les bâtiments intelligents, généralement plus fragiles, requièrent une forte technicité pour l'exploitation et la maintenance courante. Si aucun acteur n'est capable sur le territoire d'offrir l'expertise indispensable à leur entretien, l'effet sera inverse de celui recherché avec un bâtiment devenu rapidement inexploitable. La conception d'un bâtiment ne peut reposer sur la transposition des modèles comme une réponse infaillible à une situation donnée. La priorité doit être avant tout accordée au contexte en privilégiant des modes d'isolation, de chauffage et de ventilation naturelle éprouvés localement

ANNEXES

- [Déclaration de Tallinn sur la responsabilité de la profession d'architecte face aux défis globaux et locaux de notre temps, Avril 2015](#)
- [Manifeste pour une Architecture Responsable, 2015](#)



Agenda Urban européen

Partenariat 11- Transition Energétique

Position Politique du CAE

Date: 27/02/2018 - Ref: 36/18/PO

CONTEXTE

Selon un document d'orientation produit par le Partenariat sur la transition énergétique, *la transition énergétique nécessite un changement structurel à long terme de notre approche des systèmes énergétiques, afin de créer un système énergétique plus intégré et plus intelligent, mieux à même de gérer et d'équilibrer les dynamiques d'offre et de demande au niveau européen, national et local.* Il reconnaît l'importance de prêter attention à la performance des bâtiments et au comportement des occupants: *Quand, comment et combien d'énergie les consommateurs et leurs bâtiments utilisent [...] jouent un rôle important dans l'optimisation du système énergétique ; ils doivent clairement en faire partie intégrante.*

Les pistes suivantes sont mentionnées:

- *Améliorer les réglementations en matière de construction et les exigences de qualité en matière de conception afin de résoudre les problèmes de surchauffe;*
- *Développer des plates-formes énergétiques pour aider les personnes à entreprendre des travaux de rénovation énergétique;*
- *Sensibiliser les consommateurs à utiliser leurs bâtiments de manière optimale.*

Le partenariat sur la transition énergétique réunit des autorités urbaines (Gdańsk (PL), Londres (RU), Roulers (BE), Göteborg (SE), Navarra Nasuvinsa (ES), Tilburg (NL), Udine (IT), Vaasa (FI) , Varsovie (PL)), une région (région de Vidzeme (LV)), deux États membres (France et Allemagne), des observateurs et des associations (URBACT, CCRE, EUROCITIES, BEI) et la Commission européenne (DG REGIO et DG ENER).

POINTS CLES

Le CAE appelle les autorités publiques à tous les niveaux de gouvernance à :

1. Mettre en œuvre des changements législatifs qui reconnaissent le rôle de l'architecture dans la transition énergétique, par sa capacité à améliorer la performance des bâtiments ;
2. Accélérer la rénovation du parc immobilier : La rénovation énergétique des bâtiments doit être incitée et réglementée dans le cadre de mises à niveau fonctionnelles et esthétiques globales afin d'accélérer l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et d'offrir un meilleur retour sur investissement en termes de valeur foncière et de bien-être.
3. Cibler les améliorations dans les quatre piliers de la performance des bâtiments : la consommation des ressources naturelles, la qualité de l'environnement intérieur, la satisfaction des occupants et la valeur tout au long du cycle de vie du bâtiment ;
4. L'efficacité énergétique des bâtiments doit être définie dans une perspective de cycle de vie. Les méthodes d'évaluation des coûts du cycle de vie et d'analyse du cycle de vie doivent être intégrées dans les normes et critères de référence en matière d'efficacité des coûts et de performance énergétique
5. Rendre disponible les données / Réduire l'écart de Performance – Harmoniser les méthodes de



mesure entre les Etats Membres ainsi qu'entre les performances calculées et celles réellement atteintes et mettre en place des dispositions permettant la divulgation de ces informations afin d'assurer l'amélioration rapide et continue des mesures et technologies en matière d'efficacité énergétique.

6. Revoir le financement de la recherche pour mieux cibler les PME du secteur de l'architecture et encourager la collaboration interdisciplinaire dans l'industrie de la construction.

POSITION POLITIQUE

Questions et défis

Alors que les bâtiments et la construction représentent 36% de la consommation énergétique mondiale et 39% des émissions de CO₂, il est urgent de prendre des mesures dans le secteur du bâtiment pour optimiser l'utilisation de l'énergie et minimiser la demande d'énergie primaire.

L'architecture d'un bâtiment a un impact majeur sur sa performance. La configuration spatiale et matérielle d'un bâtiment est l'un des déterminants les plus importants de l'expérience des occupants en matière de confort, de sécurité et de productivité, mais aussi de la manière dont l'énergie est utilisée dans le bâtiment. Les architectes conçoivent des bâtiments sur mesure, où pour chaque projet sont intégrées des solutions structurelles, techniques et spatiales qui équilibrent les mesures passives et actives nécessaires pour contrôler l'environnement intérieur et qui répondent aux besoins à long terme des occupants.

La façon dont les bâtiments peuvent soutenir et s'adapter aux besoins des occupants requiert une approche globale et à long terme quant à la performance du bâtiment. Les méthodes socio-techniques d'analyse et de conception, employées par les architectes, garantissent que les bâtiments améliorent la vie des occupants et peuvent s'adapter aux variations des modes d'occupation, d'utilisation, de démographie et de climat. Au-delà des seules considérations énergétiques, des bâtiments performants ont de multiples impacts positifs (santé, bien-être, productivité, etc.).

Recommandations du CAE

1. Mettre en œuvre des changements législatifs qui reconnaissent le rôle de l'architecture pour améliorer de manière significative la performance des bâtiments

Le potentiel de performance énergétique d'un bâtiment dépend des solutions développées par l'architecte lors de la phase de conception. Sa relation à son site et ses utilisateurs ainsi que sa forme, ses matériaux et sa flexibilité à long terme ont autant d'impact sur l'énergie consommée par un bâtiment que la performance de ses matériaux.

La conception de bâtiments "intelligents" ne peut pas être considérée comme la solution universelle pour diminuer l'empreinte carbone de l'environnement bâti. Généralement plus fragiles, les bâtiments intelligents exigent une haute technicité pour leur exploitation et entretien courant. Une plus grande attention à l'évaluation des bâtiments tout au long de leur cycle de vie est nécessaire afin que les solutions architecturales en matière d'efficacité énergétique, telles que la forme et la masse du bâtiment, sa facilité d'utilisation, son adaptabilité spatiale et d'autres paramètres, soient préférées à des solutions qui peuvent apparaître plus efficaces et rentables à court terme, telles



que des solutions mécanisées / automatisées de chauffage, de refroidissement, de ventilation, d'éclairage.¹

Alors que le CAE rappelle les avantages sociétaux plus larges à long terme des bâtiments économes en énergie (santé, atténuation du changement climatique, emploi, productivité, etc.), il souligne que la réduction de la consommation d'énergie ne doit pas être le seul objectif. Concevoir des bâtiments et des villes durables exige aussi de prendre en considération les aspects économiques, sociaux, environnementaux, politiques et culturels ayant un impact sur l'environnement bâti. Les architectes ont la capacité d'aborder de manière holistique l'ensemble de ces aspects. Ils permettent ainsi aux populations de s'installer dans des conditions sûres, saines et humaines et contribuent à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation de nos sociétés à ses effets.

Le CAE souligne l'importance des études de conception, qui offrent des solutions d'économie d'énergie rentables sur le long terme. Le CAE préconise que la priorité soit donnée à des solutions simples, passives, « low-tech », localement testées, qui ne consomment pas d'énergie et sont moins sujettes à l'erreur humaine.

2. Accélérer la rénovation du parc immobilier : La rénovation énergétique doit être incitée et réglementée dans le cadre de mises à niveau fonctionnelles et esthétiques globales des bâtiments afin d'accélérer l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et d'offrir un meilleur retour sur investissement en termes de valeur foncière et de bien-être.

Ces dernières années, le financement des mesures d'efficacité énergétique, en particulier pour la rénovation du parc existant, a été découplé de l'investissement dans la conception spatiale et architecturale des bâtiments. Des législations axées sur des solutions techniques à l'efficacité énergétique ont eu pour conséquence de réduire l'intérêt économique de procéder à la rénovation spatiale et architecturale dans le cadre d'une rénovation éco-énergétique. Alors que les États Membres de l'UE se lancent dans l'un des plus importants efforts jamais entrepris pour rénover le parc existant, il est possible d'améliorer la mise en œuvre des mesures d'efficacité énergétique en reliant les instruments financiers à la conception et la rénovation architecturale. En reconnectant l'efficacité énergétique avec les déterminants du marché pour la rénovation architecturale, l'investissement public dans l'efficacité énergétique offrira davantage de rendements et rendra les solutions techniques plus robuste et attractives. Le CAE soutient le développement de mécanismes de financement innovants en faveur de l'efficacité énergétique et des ressources dans les bâtiments qui reconnaissent l'architecture comme une solution plutôt qu'un coût additionnel.

3. Cibler les améliorations dans les quatre piliers de la performance des bâtiments : la consommation des ressources naturelles, la qualité de l'environnement intérieur, la satisfaction des occupants et la valeur tout au long du cycle de vie du bâtiment

La législation actuelle de l'UE a permis d'améliorer la performance de l'enveloppe des bâtiments et d'améliorer l'efficacité théorique des systèmes installés. En ce qui concerne l'intégration de l'architecture du bâtiment et de la conception des systèmes, de plus en plus de preuves scientifiques montrent la nécessité d'envisager les performances du bâtiment dans une perspective plus large englobant l'ensemble du cycle de vie, afin de mieux prendre en compte le comportement des occupants (un facteur majeur de la performance énergétique du bâtiment²) ainsi que les

¹ Une étude de Innovate UK BPE a montré que le coût de ces risques peut se monter à 2-5% du coût en capital et jusqu'à 50% des coûts d'entretien d'un projet

² Dans les bâtiments anciens, les calculs surestiment la consommation de 60 à 80% : les occupants sont conscients de la mauvaise performance du bâtiment et ont un comportement plus économe en énergie. À



avantages non énergétiques d'un meilleur environnement intérieur. Le CAE demande donc une plus grande reconnaissance des quatre piliers de la performance du bâtiment, à savoir :

- Réduire la consommation des ressources naturelles, y compris l'énergie, l'eau, les matériaux, la création de déchets et les impacts environnementaux ;
- Améliorer la qualité de l'environnement intérieur, y compris la qualité de l'air intérieur, le confort thermique, la lumière du jour, l'acoustique, la biophilie ;
- Augmenter la satisfaction des occupants, y compris la santé des occupants et leur perception de la fonctionnalité du bâtiment, de la qualité de l'environnement intérieur et de la façon dont le bâtiment répond à leurs besoins ;
- Augmenter la valeur, démontrée par un coût du cycle de vie plus faible, une plus grande valeur sur le marché, une plus grande adaptabilité et une meilleure résilience face aux changements d'utilisation et changements climatiques.

4. L'efficacité énergétique des bâtiments doit être définie dans une perspective de cycle de vie. Les méthodes d'évaluation des coûts du cycle de vie et d'analyse du cycle de vie doivent être intégrées dans les normes et critères de référence en matière d'efficacité des coûts et de performance énergétique

Le cadre réglementaire devrait intégrer des principes en matière de cycle de vie guidant l'efficacité énergétique dans les bâtiments et demander un calcul du coût du cycle de vie en tant que méthode standardisée pour les calculs de l'efficacité des coûts. Les exigences actuelles en matière de NZEB pour les nouveaux bâtiments sont si difficiles à respecter qu'il n'est pas possible d'économiser davantage d'énergie en exigeant, par exemple, une isolation plus épaisse. L'EPBD révisée devrait donc permettre d'inclure l'énergie intrinsèque / "énergie grise" dans les calculs. Dans les Etats membres où les NZEB sont obligatoires depuis 2015 pour les nouveaux bâtiments, comme par exemple au Danemark, l'énergie utilisée en opération est maintenant du même ordre de grandeur que l'énergie intrinsèque des matériaux de construction, vue sur une durée de vie de 30 ans. Il est donc plus rentable de réduire l'énergie intrinsèque des matériaux que d'économiser des kWh/m² avec toujours plus d'isolation pour atteindre un niveau nZEB.

Le calcul des coûts du cycle de vie et les évaluations du cycle de vie doivent servir de méthodes pour documenter la faisabilité et les impacts environnementaux. Les évaluations du cycle de vie doivent être mises en œuvre parce que la réduction des impacts environnementaux – en particulier les émissions de gaz à effet de serre – sont parmi les principales raisons politiques d'accroître l'efficacité énergétique.

5. Rendre disponible les données / Réduire l'écart de Performance – Harmoniser les méthodes de mesure entre les Etats Membres ainsi qu'entre les performances calculées et celles réellement atteintes et mettre en place des dispositions permettant la divulgation de ces informations afin d'assurer l'amélioration rapide et continue des mesures et technologies en matière d'efficacité énergétique.

La législation actuelle ne rend pas obligatoire de déclarer la performance réelle d'un bâtiment en exploitation, ou de valider la qualité spatiale et environnementale intérieure. Ceci a eu de

l'inverse, comme le montrent les évaluations post-occupation, la consommation d'énergie de nouveaux bâtiments est sous-estimée car les contrôles électroniques consomment de l'énergie, ne réalisent pas les économies attendues et sont souvent la source d'une mauvaise qualité de l'environnement intérieur.



nombreuses conséquences imprévues, notamment un écart important entre l'efficacité énergétique attendue et l'efficacité réelle des bâtiments. Ceci doit être pris en considération lors de la révision des législations européennes.

Le CAE plaide pour la création par les Etats Membres de systèmes d'information et d'analyse comparative transparents et harmonisés sur la consommation énergétique et la performance des bâtiments ; pour rendre obligatoire en Europe la divulgation de la performance réelle des bâtiments, en exploitation, dans tous les secteurs ; pour mettre en place des systèmes de mesure et de vérification de la performance énergétique des bâtiments en exploitation.

6. Soutenir la recherche et l'innovation dans les bâtiments économes en énergie

Soutenir la recherche en matière d'architecture dans le domaine de l'efficacité énergétique est une priorité pour que l'investissement de l'UE dans l'efficacité énergétique résiste à l'épreuve du temps. La profession d'architecte en Europe dispose d'un grand potentiel de recherche, mais a besoin de leadership pour lui permettre de développer de nouveaux outils d'évaluation, produits et services. Ceci est entravé par un manque de collaboration et un manque d'investissements dans la recherche et le développement dans l'ensemble du secteur de la construction. Le CAE appelle au développement de programmes de financement européens qui ciblent mieux les PME du secteur de l'architecture et encouragent la collaboration interdisciplinaire dans l'industrie de la construction.

ANNEXES

- [Manifeste du CAE sur le Rôle de l'Architecture dans la construction éco-énergétique](#)
- [Position politique du CAE sur la révision de la Directive relative à la Performance énergétique des bâtiments](#)



Agenda Urbain Européen

Partenariat 12 - Marchés Publics Innovants et Responsables

Position Politique du CAE

Date: 27/02/18 - Ref: 37/18/PO

CONTEXTE

Selon le document d'orientation du *Partenariat sur des marchés publics innovants et responsables*, l'objectif du Partenariat est de contribuer au développement et à la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse en matière de marché public. Selon le document, *en utilisant les marchés publics et l'achat de produits et services innovants comme un outil de gestion stratégique, les villes peuvent considérablement augmenter l'impact positif sur leurs objectifs sociaux et environnementaux. Lorsque les stratégies d'achat sont bien alignées avec une stratégie de gestion globale, les marchés publics ont le potentiel de jouer un rôle de catalyseur à tous les niveaux de gouvernance du programme urbain de l'UE.*

Le Partenariat réunit des autorités urbaines (Haarlem, Gabrovo, Larvik, Nantes, Preston, Vantaa), un État Membre (Italie), des observateurs et des associations (CCRE, EUROCITIES, URBACT) et la Commission européenne (DG REGIO et DG GROW).

POINTS CLES

1. Un meilleur accès pour les PME : le CAE recommande de faciliter et promouvoir autant que possible l'accès des petits bureaux d'architecture aux contrats publics
2. Des procédures de passation de marché basées sur la qualité : le CAE recommande de prévoir des procédures qui soient clairement axées sur la qualité, où les décisions d'attribution sont basées sur l'offre économiquement la plus avantageuse
3. Le CAE recommande l'organisation de concours d'architecture comme le meilleur moyen de commander des services d'architecture

Pour profiter du potentiel des concours d'architecture et faciliter leur organisation le CAE a proposé neuf recommandations portant sur: l'égalité des chances pour tous les participants ; la transparence de la procédure ; l'indépendance du jury ; la description de l'objet du concours ; l'anonymat; les prix et rémunérations ; les droits d'auteur ; le règlement des litiges ; et la participation des citoyens.

POSITION POLITIQUE

Questions et Défis

Les Directives modernisées sur les Marchés Publics adoptées en février 2014 devaient être transposées en droit national par les États Membres pour avril 2016. La Commission européenne a lancé des procédures d'infractions contre les États Membres qui n'ont pas rempli leur obligation.

En octobre 2017, la Commission a adopté un paquet de mesures afin d'encourager les États membres à élaborer une approche stratégique des politiques relatives à la passation des marchés, en mettant l'accent sur six priorités: 1) le recours accru aux critères de l'innovation, du respect de l'environnement et de la responsabilité sociale dans l'attribution des marchés publics; 2) la professionnalisation des acheteurs publics; 3) l'amélioration de l'accès des PME aux marchés



publics à l'intérieur de l'Union et celui des entreprises de l'UE aux marchés publics des pays tiers; 4) le renforcement de la transparence, de l'intégrité et de la qualité des données relatives aux marchés publics; 5) la numérisation des processus de passation de marchés; et 6) une coopération accrue entre les acheteurs publics dans l'ensemble de l'Union;

Dans le secteur de l'architecture, les principaux défis sont le manque de concurrence résultant d'une mauvaise application des critères de sélection et une attention excessive portée au prix plutôt qu'à la qualité. Surmonter ces défis est d'une importance capitale pour assurer la qualité de l'environnement bâti.

Les Directives de 2014 et les recommandations de la Commission 2017 offrent différentes options et outils pour résoudre ces problèmes, dans l'intérêt des citoyens, des opérateurs économiques et des pouvoirs adjudicateurs. Elles offrent la chance de créer les bases d'une plus grande concurrence et de meilleurs résultats.

Le CAE a élaboré des recommandations pour la commande de services d'architecture, y compris en matière de concours d'architecture, résumées ci-dessous.

Recommandations du CAE

1. Un meilleur accès pour les PME : le CAE recommande de faciliter et promouvoir autant que possible l'accès des petits bureaux d'architecture aux contrats publics

Les pouvoirs adjudicateurs ne doivent pouvoir imposer que certains critères aux opérateurs économiques quant à leur participation. Ces critères doivent garantir que le prestataire de service a les capacités juridiques et financières et les compétences techniques pour exécuter le contrat. Ils doivent être proportionnés à l'objet du contrat.

De manière générale, les critères de sélection ne doivent jamais être conçus dans le seul but de réduire le nombre des participants. Les services intellectuels, tels que les services des architectes, devraient être choisis sur base de la meilleure idée / du meilleur concept. Le CAE estime que les critères de sélection d'un architecte devraient être basés sur la performance et non sur des critères de sélection quantitatifs, tels que le chiffre d'affaire ou le nombre d'employés.

Alors qu'il pourrait être utile pour garantir la concurrence dans le secteur de la construction que les opérateurs économiques soient tenus d'avoir un chiffre d'affaire annuel d'au moins deux fois la valeur estimée du contrat, ceci est totalement différent dans le secteur des services d'architecture et d'ingénierie. Les exigences en matière de chiffres d'affaire pour les architectes doivent être nettement inférieures. 90 % des bureaux d'architecture sont exclus de la concurrence si les exigences en matière de chiffres d'affaires sont fixées au seuil défini par la Directive Marchés Publics (207.000 €), entraînant la perte d'une précieuse source d'innovation. La situation est encore pire lorsque le pouvoir adjudicateur a recours à l'option lui permettant de doubler cette valeur, ce qui exclut alors 95 % des bureaux d'architecture européens. C'est la raison pour laquelle les critères de sélection devraient être limités aux qualifications professionnelles et des critères supplémentaires limités au minimum de façon à garantir une concurrence réelle.

La Directive impose aux pouvoirs adjudicateurs de fournir des raisons pour ne pas subdiviser les contrats en lots (par exemple les services des architectes, les services d'ingénierie et les services de construction). Les Etats Membres pourraient mettre en œuvre cet article en rendant obligatoire l'attribution des contrats sous la forme de lots séparés, ce qui serait plus adapté aux besoins des PME, conformément au *Code européen des bonnes pratiques facilitant l'accès des PME aux marchés publics*. Bien que la Directive laisse le pouvoir adjudicateur libre de décider d'attribuer les contrats pour la conception et l'exécution des travaux de manière globale ou séparée, la conception



et l'exécution des travaux devraient faire l'objet de commandes séparées, non seulement pour promouvoir les PME mais également pour permettre aux architectes d'agir comme un mandataire indépendant et de produire de meilleurs résultats économiques.

2. Des procédures de passation de marché basées sur la qualité : le CAE recommande de prévoir des procédures qui soient clairement axées sur la qualité, où les décisions d'attribution sont basées sur l'offre économiquement la plus avantageuse

Les Directives prévoient différentes procédures (partenariats ouverts, restreints, négociés, innovants) qui ne sont pas toutes adaptées aux marchés des services architecturaux. Le CAE estime que la façon la plus avantageuse de commander des services d'architecture est le concours, basé sur la qualité et orienté vers le projet, suivi par une procédure concurrentielle avec négociation sans publication préalable.

Cette procédure est gage de qualité car elle engage le marché, fait appel à une expertise qualifiée (jurys) et permet d'optimiser l'offre lors de la négociation qui s'ensuit. Une procédure concurrentielle avec négociation peut être utilisée de manière alternative. Les procédures demandant aux participants de soumettre une offre (en particulier les procédures ouvertes, les dialogues compétitifs et les partenariats d'innovation) ne sont pas adaptées aux services d'architecture.

Les enchères électroniques ne sont appropriées que si les modalités du contrat peuvent être établies avec précision. En effet, la Directive précise que certains marchés de services portant sur une prestation intellectuelle (tels que la conception de travaux), ne peuvent pas faire l'objet d'enchères électroniques.

Les accords-cadres ne conviennent généralement pas aux services architecturaux car ils établissent les conditions régissant les contrats à passer au cours d'une période donnée en ce qui concerne le prix ; ils restreignent l'accès à des contrats uniques et empêchent la concurrence pour chaque bâtiment. Les systèmes d'acquisition dynamiques conviennent pour des achats d'usage courant dont les caractéristiques sont largement disponibles sur le marché. Par conséquent, l'application de ces instruments ne serait pas utile ou approprié pour la passation de marché de services d'architecture.

Les Directives prévoient que les pouvoirs adjudicateurs se fondent, pour attribuer les marchés publics, sur l'offre économiquement la plus avantageuse, déterminée sur base du prix ou du coût, selon une approche fondée sur le rapport coût / efficacité telle que le coût du cycle de vie et peut tenir compte du meilleur rapport qualité / prix qui est évalué sur base de critères comprenant des aspects qualitatifs, environnementaux et/ou sociaux liés à l'objet du marché public concerné. Les Etats membres peuvent prévoir que les pouvoirs adjudicateurs ne peuvent pas utiliser le prix ou le coût comme seul critère d'attribution ou limiter leur utilisation.

Les critères d'attribution pour les services d'architecture doivent être basés sur la qualité (y compris la valeur technique, esthétique et les caractéristiques fonctionnelles, l'accessibilité, la conception pour tous les utilisateurs, les caractéristiques sociales, environnementales et innovantes). Le prix comme seul critère doit être exclu.

Les nouveaux critères d'attribution prévus dans la Directive, tels que l'organisation, la qualification et l'expérience du personnel impliqué ne doivent pas être détournés en vue d'exclure du marché les petites entreprises et les jeunes professionnels. Des groupements d'opérateurs économiques, y compris des associations temporaires, doivent être encouragés à participer afin de se conformer à des exigences exceptionnellement strictes.



3. Le CAE recommande l'organisation de concours d'architecture comme le meilleur moyen de commander des services d'architecture

Etant donné que l'attribution des contrats pour les services d'architecture doit se concentrer sur la qualité des services et l'offre technique et non sur le prix, le concours d'architecture est l'un des meilleurs moyens d'obtenir des solutions qui profitent au client.

Le concours d'architecture (Architectural Design Contests - ADC) est une procédure de sélection basée sur la qualité et orientée sur le projet. « DC » signifie les procédures, principalement dans le domaine de l'architecture et de l'ingénierie, de la planification urbaine et paysagère, qui permettent au pouvoir adjudicateur d'acquérir un plan ou une conception sélectionné par un jury, après mise en concurrence, avec ou sans attribution de prix.

Les concours d'architecture défient les architectes à comparer leur propre puissance créatrice à celle des autres dans une procédure équitable et ciblée. Ils sont par conséquent la source idéale pour des solutions innovantes, économiques et durables, pour les tâches d'urbanisme de tous les jours ainsi que pour des projets particulièrement complexes.

En raison de l'anonymat des participants, le concours de conception offre une base idéale pour l'attribution de contrats urbanistiques d'une manière traçable, basée uniquement sur des critères de qualité publiés à l'avance. Il fournit une possibilité unique de bénéficier de la concurrence en exploitant la grande quantité de savoir-faire sur le marché.

Au cours des consultations d'un jury indépendant et qualifié, les conceptions les mieux adaptées peuvent être sélectionnées dans une procédure concentrée et transparente ce qui fournit une bonne base pour d'autres décisions de l'organisateur. Le concours de conception est donc un moyen d'atteindre les objectifs économiques, sociaux et esthétique du constructeur/ de l'entité adjudicatrice et en même temps, d'améliorer la qualité du cadre de vie bâti.

Le Conseil des Architectes d'Europe encourage par conséquent le concours d'architecture comme une procédure parfaitement adaptée pour l'attribution des services des architectes. Afin d'aider à exploiter le plein potentiel du concours de conception et de faciliter son application comme une procédure, il est proposé d'utiliser les 9 règles suivantes:

1. Egalité des chances pour tous les participants : le même niveau d'information doit être fourni à tous les participants en même temps.
2. Transparence de la procédure : le résumé de la discussion du jury et le processus de prise de décision doivent être précisés dans un rapport. Il doit y avoir une exposition de toutes les candidatures et il devrait y avoir une publication numérique.
3. Indépendance du jury : le jury est autonome dans ces opinions ou décisions. Lorsqu'une qualification professionnelle particulière est requise pour participer, conformément à la Directive, au moins un tiers des membres du jury doit détenir cette qualification à un niveau élevé, et doit être indépendant du client.
4. La description: la description du concours doit être claire et sans ambiguïté. Les exigences du concours de conception doivent être clairement spécifiées. Il doit y avoir une distinction claire entre les exigences et les lignes directrices non contraignantes.
5. Anonymat : l'anonymat doit être observé jusqu'à ce que le jury ait donné son avis ou sa décision.
6. Prix en argent et rémunération : les prix, récompenses financières ou rémunération doivent être fixés et annoncés dans la description du concours. Pour le calcul de la récompense financière ou rémunération, il doit y avoir une relation adéquate entre les performances



requis des participants et les honoraires normalement calculés pour cette tâche

7. Droits d'auteur : les droits d'auteur pour les soumissions au concours restent la propriété de l'auteur.
8. Résolution des conflits : tout litige concernant les procédures de concurrence doivent être examinées par l'organisation professionnelle nationale pertinente avant tout recours à des procédures juridiques.
9. Participation des citoyens : le public peut être impliqué dans la préparation de concours de conception, en particulier dans le domaine de l'urbanisme et du développement urbain. L'opinion publique peut être considérée par le jury lors de son processus de prise de décision.

ANNEXES

- [Manifeste du CAE sur des marchés publics basés sur la qualité](#)
- Publication du CAE sur les bonnes pratiques en matière de concours d'architecture (publication en mars 2018)
- Recommandations du CAE pour la transposition de la Directive Marchés Publics en droit national (avril 2014)
- Recommandations du CAE pour l'organisation de concours d'architecture
- Recommandations du CAE sur la participation du public dans les concours d'architecture
- Déclaration de Vienne sur les concours d'architecture